

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1965 Nr. 168

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Republiek Senegal inzake economische en
technische samenwerking;
Dakar, 12 juni 1965*

B. TEKST

**Accord de coopération économique et technique entre le
Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le
Gouvernement de la République du Sénégal**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République du Sénégal animés du désir de raffermir leurs liens d'amitié traditionnels, de développer et d'intensifier leurs relations économiques sur la base d'égalité et d'avantages réciproques,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

1. Les Parties Contractantes s'engagent à coopérer et à s'apporter conformément à leur législation et dans la mesure de leurs possibilités, une aide réciproque, en vue du développement de leurs pays, notamment dans le domaine économique et technique.

2. Sur la base et dans le cadre du présent accord, il est prévu de conclure des accords spéciaux dans le domaine de la coopération technique.

Article 2

1. En vue de la réalisation des objectifs prévus au présent accord, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas est disposé à accorder aux entreprises néerlandaises qui en feront demande, les autorisations

pour la fourniture, à paiements échelonnés, de biens d'équipement aux entreprises d'Etat et privées sénégalaises.

2. De son côté, le Gouvernement de la République du Sénégal fournira les garanties nécessaires pour le transfert, à chaque échéance, des sommes dues aux créanciers néerlandais, conformément à la législation en vigueur au Sénégal.

Article 3

Les investissements ainsi que les biens, droits et intérêts appartenant à des personnes physiques et morales, ressortissants d'une des Parties Contractantes dans le territoire de l'autre bénéficieront d'un traitement juste et non discriminatoire au moins égal à celui qui est reconnu par chaque partie à ses nationaux.

Article 4

Chaque Partie Contractante s'engage à autoriser, en usant des facultés offertes par la réglementation édictée en exécution de sa législation actuelle ou de toute autre législation plus favorable qui pourrait être promulguée à l'avenir,

— le transfert du bénéfice réel net, des intérêts, dividendes et redevances revenant à des personnes physiques ou morales ressortissantes de l'autre Partie;

— le transfert du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements agréés par le pays dans lequel ils sont effectués;

— le transfert d'une partie adéquate du produit du travail des ressortissants de l'autre Partie, autorisés à exercer leur activité sur son territoire.

Article 5

Au cas où une Partie exproprierait ou nationaliserait des biens, droits ou intérêts appartenant à des personnes physiques ou morales, ressortissantes de l'autre Partie ou procéderait à leur encontre à toute autre mesure de dépossession, sauf le cas de saisie pour infraction à la législation fiscale, douanière ou économique de nature à entraîner une décision judiciaire, elle devra prévoir le versement d'une indemnité effective et adéquate, conformément au droit international. Le montant de cette indemnité, qui devra être fixé à l'époque de l'expropriation, de la nationalisation ou de la dépossession, sera réglé sans retard injustifié à l'ayant-droit. Le montant de cette indemnité sera transféré sans retard. Toutefois, les mesures d'expropriation, de nationalisation ou de dépossession ne devront être ni discriminatoires ni contraires à un engagement spécifique.

Article 6

1. Si un différend venait à surgir entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'exécution des dispositions du présent

accord, et que ce différend ne puisse pas être réglé dans un délai de six mois d'une façon satisfaisante par la commission mixte prévue à l'article 12 du présent accord, il sera soumis, à la requête de l'une ou l'autre des Parties, à un tribunal arbitral de trois membres. Chaque Partie désignera un arbitre. Les deux arbitres désignés nommeront un surarbitre qui devra être ressortissant d'un Etat tiers.

2. Si l'une des Parties n'a pas désigné son arbitre et qu'elle n'ait pas donné suite à l'invitation adressée par l'autre Partie de procéder dans les deux mois à cette désignation, l'arbitre sera nommé, à la requête de cette Partie, par le Président de la Cour Internationale de Justice.

3. Si les deux arbitres ne peuvent pas se mettre d'accord, dans les deux mois suivant leur désignation, sur le choix du surarbitre, celui-ci sera nommé, à la requête de l'une des Parties, par le Président de la Cour Internationale de Justice.

4. Si dans les cas prévus aux paragraphes 2 et 3 du présent article le Président de la Cour Internationale de Justice est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le Vice-Président. Si celui-ci est empêché, ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

5. Le tribunal statue sur la base du respect du droit. Avant de rendre sa sentence, il peut, dans tout état du litige, proposer à l'agrément des parties un règlement à l'amiable du différend.

6. Si les Parties sont d'accord, le tribunal statue ex-aequo et bono.

7. A moins que les Parties n'en disposent autrement, le tribunal fixe lui-même sa procédure.

8. Les décisions du tribunal, prises par la majorité des arbitres, sont obligatoires pour les Parties.

Article 7

Chaque Partie Contractante assurera sur son territoire aux ressortissants et entreprises industrielles et commerciales de l'autre Partie Contractante le même traitement que celui accordé à ses propres nationaux et entreprises industrielles et commerciales en ce qui concerne l'octroi et le maintien des droits de brevets, de marques de commerce, de noms commerciaux, d'étiquettes commerciales et de toute forme de la propriété industrielle quelconque.

Il est expressément entendu que la République du Sénégal a adhéré à l'accord de Libreville et en conséquence, confie la gestion de l'octroi et du maintien des droits de propriété industrielle à l'Office Africain et Malgache de propriété industrielle, dont le siège est à Yaoundé et que toutes les règles édictées par cet Office

sont ipso facto applicables sur le territoire de la République du Sénégal.

Article 8

Chacune des Parties Contractantes s'abstiendra de prendre des mesures discriminatoires qui pourraient porter préjudice à la navigation maritime de l'autre Partie Contractante et affecter défavorablement le choix du pavillon en contradiction aux principes de la libre concurrence. A cette règle feront exception, d'une part la pêche et le cabotage dans les parties du Royaume des Pays-Bas, situées en dehors de l'Europe et dont les lois propres seront seules applicables en la matière, d'autre part les avantages spéciaux que la République du Sénégal pourrait accorder à la pêche, au cabotage et remorquage portuaire ou côtier.

Chaque Partie Contractante assurera dans ses ports aux navires battant le pavillon de l'autre Partie Contractante le même traitement que celui accordé à ses propres navires. Cette disposition s'applique aux formalités douanières, à la perception des droits et de taxes dans les ports, au libre accès aux ports, à l'utilisation de ces derniers ainsi qu'à toute facilité accordée à la navigation et aux activités économiques, par rapport aux navires, à leurs équipages, à leurs passagers et aux biens qu'ils transportent. Y sont incluses en particulier, l'attribution de mouillage aux quais et les facilités consenties pour le chargement et le déchargement.

Article 9

Vu l'intérêt que les deux pays accordent aux échanges commerciaux sur le plan du transport aérien, les deux Gouvernements sont d'accord pour étudier ultérieurement ce problème dans le cadre d'un accord bilatéral et dans un esprit aussi libéral que possible.

Article 10

Les ressortissants et les entreprises industrielles et commerciales d'une des Parties Contractantes ne seront pas soumis sur le territoire de l'autre Partie Contractante à des impôts, droits et taxes autres ou plus élevés que ceux qui frappent les ressortissants et entreprises industrielles et commerciales de cette dernière Partie.

Les ressortissants et les entreprises industrielles et commerciales d'une des Parties Contractantes qui sont imposables sur le territoire de l'autre Partie Contractante bénéficient dans les mêmes conditions que les ressortissants et entreprises industrielles et commerciales de cette dernière Partie des exemptions, déductions et réductions d'impôt, droits ou taxes quelconques.

Chaque Partie Contractante se réserve le droit d'octroyer des avantages fiscaux sur la base des accords concernant la suppression de la double imposition.

Article 11

Chaque Partie Contractante s'engage à encourager et à faciliter sur son territoire et dans les limites imposées par sa législation, l'organisation des expositions et manifestations économiques et commerciales par l'autre Partie Contractante.

Article 12

Une commission mixte composée des représentants des deux Gouvernements se réunit à la demande de l'une des Parties Contractantes pour examiner les difficultés que pourrait soulever l'application du présent accord. Elle est habilitée à présenter aux Parties Contractantes toute proposition susceptible de favoriser cette application. Ces propositions ne sont exécutoires qu'après approbation des deux Gouvernements. Cette commission mixte se réunit alternativement à Dakar et à La Haye.

Article 13

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Dakar aussitôt que possible.

Article 14

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent accord s'appliquera au Royaume en Europe et à moins que l'instrument de ratification du Royaume des Pays-Bas n'en dispose autrement au Surinam et aux Antilles Néerlandaises.

Article 15

Le présent accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

Il est valable pour une durée d'un an à partir de la date de son entrée en vigueur et sera considéré comme renouvelé, d'année en année par tacite reconduction, si aucune des Parties Contractantes ne le dénonce par écrit au plus tard trois mois avant l'expiration de la période de validité.

La dénonciation du présent accord ne portera pas atteinte à la validité des contrats déjà conclus et des garanties déjà fournies dans le cadre de cet accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

FAIT à Dakar, le 12 juin 1965, en double original, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

(s.) JEAN VAN CAMPEN

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal:

(s.) DOUDOU THIAM

C. VERTALING

**Overeenkomst inzake economische en technische samenwerking
tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en
de Regering van de Republiek Senegal**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Senegal, bezielde door de wens hun traditionele vriendschapsbanden aan te halen, hun economische betrekkingen op basis van gelijkheid en tot wederzijds voordeel te ontwikkelen en uit te breiden, zijn als volgt overeengekomen:

Artikel 1

1. De Overeenkomstsluitende Partijen nemen de verplichting op zich samen te werken overeenkomstig hun wetgeving en zoveel als in hun vermogen ligt, elkaar bijstand te verlenen ten behoeve van de ontwikkeling van hun landen, met name op economisch en technisch gebied.

2. Op de basis en binnen het raam van deze Overeenkomst kunnen op het gebied van de technische samenwerking bijzondere overeenkomsten worden gesloten.

Artikel 2

1. Ter verwezenlijking van de in deze Overeenkomst genoemde doelstellingen, is de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden bereid aan Nederlandse ondernemingen die een verzoek daartoe indienen, vergunning te verlenen voor het leveren van kapitaalgoederen aan Staatsondernemingen en particuliere ondernemingen van Senegal tegen betaling in termijnen.

2. Van haar kant stelt de Regering van de Republiek Senegal de nodige zekerheden voor het telkens op de vervalldag overmaken van de aan de Nederlandse crediteuren verschuldigde bedragen, zulks overeenkomstig de in de Republiek Senegal van kracht zijnde wetgeving.

Artikel 3

De investeringen, goederen, rechten en belangen op het gebied van een Overeenkomstsluitende Partij van natuurlijke personen en rechtspersonen, onderdanen van, onderscheidenlijk gevestigd op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, genieten een billijke en niet-discriminatoire behandeling, die tenminste gelijk is aan die welke door elk van beide Partijen aan haar eigen onderdanen wordt toegekend.

Artikel 4

Iedere Overeenkomstsluitende Partij neemt de verplichting op zich, onder gebruikmaking van de bevoegdheden, haar geboden door de

voorschriften vastgesteld ter uitvoering van haar bestaande wettelijke maatregelen of iedere andere in de toekomst eventueel in te stellen gunstigere wettelijke maatregel, de overmaking goed te keuren van:

— reële netto-winsten, renten, dividenden en anderszins verschuldigde bedragen toekomende aan natuurlijke of rechtspersonen, onderdanen van, of gevestigd op het grondgebied van de andere Partij;

— de opbrengst van de gehele of gedeeltelijke liquidatie van investeringen die zijn goedgekeurd door het land waarin zij waren gedaan;

— een passend deel van de uit arbeid verworven inkomsten van onderdanen van de andere Partij, die toestemming hebben hun werkzaamheden op haar grondgebied uit te oefenen.

Artikel 5

Indien een Partij goederen, rechten of belangen van natuurlijke personen of rechtspersonen, onderdanen van of gevestigd op het grondgebied van de andere Partij, mocht onteigenen of nationaliseren of mocht overgaan tot enige andere maatregel waardoor de bezitsrechten van die natuurlijke personen of rechtspersonen zouden worden aangetast, anders dan inbeslagneming wegens inbreuk op de belastingwetgeving, de douane- of de economische wetgeving, voor zover deze een rechterlijke beslissing ten gevolge heeft, dient zij, overeenkomstig het internationale recht, te voorzien in een doeltreffende en passende schadevergoeding.

Het bedrag van deze schadevergoeding, dat op het ogenblik van de onteigening, de nationalisatie of de aantasting van het bezitsrecht moet worden vastgesteld, dient zonder ongerechtvaardigde vertraging aan de rechthebbende te worden uitgekeerd en onverwijld te worden overgemaakt. De onteigening, de nationalisatie en de aantasting van het bezitsrecht mogen echter noch discriminatoir, noch in strijd met een specifieke verbintenis zijn.

Artikel 6

1. Indien zich tussen de Overeenkomstsluitende Partijen een geschil mocht voordoen over de uitlegging of de uitvoering van de bepalingen van deze Overeenkomst en indien dit geschil niet binnen een termijn van zes maanden op bevredigende wijze zou kunnen worden geregeld door de in artikel 12 van deze Overeenkomst bedoelde Gemengde Commissie, wordt het op verzoek van een der Partijen aan een uit drie leden bestaand scheidsgerecht voorgelegd. Iedere Partij wijst een scheidsman aan. De beide aangewezen scheidsmannen benoemen een voorzittend scheidsman, die onderdaan moet zijn van een derde Staat.

2. Indien een der Partijen geen scheidsman heeft aangewezen en indien zij geen gevolg heeft gegeven aan het verzoek van de andere Partij om binnen twee maanden tot deze aanwijzing over te gaan,

wordt de scheidsman op verzoek van laatstgenoemde Partij benoemd door de President van het Internationale Gerechtshof.

3. Indien de twee scheidsmannen binnen twee maanden na hun aanwijzing niet tot overeenstemming kunnen geraken over de keuze van de voorzittend scheidsman, wordt deze op verzoek van een der Partijen benoemd door de President van het Internationale Gerechtshof.

4. Indien in de gevallen genoemd in het tweede en derde lid van dit artikel, de President van het Internationale Gerechtshof verhinderd is of indien hij onderdaan is van een der Partijen, geschieden de benoemingen door de Vice-President. Indien deze verhinderd is of indien hij onderdaan is van een der Partijen, geschieden de benoemingen door het in jaren oudste lid van het Hof dat geen onderdaan is van een der Partijen.

5. Het scheidsgerecht doet uitspraak op de grondslag van de eerbiediging van het recht. Alvorens uitspraak te doen kan het scheidsgerecht in elke stand van de procedure, een minnelijke schikking van het geschil ter goedkeuring aan de Partijen voorleggen.

6. Wanneer de Partijen daarmede instemmen, doet het scheidsgerecht uitspraak ex aequo et bono.

7. Tenzij de Partijen anders beslissen, stelt het scheidsgerecht zijn procedureregels zelf vast.

8. De beslissingen van het scheidsgerecht, genomen met meerderheid van stemmen der scheidsmannen, zijn voor de Partijen verbindend.

Artikel 7

Iedere Overeenkomstsluitende Partij verzekert aan de op haar grondgebied aanwezige onderdanen en industriële ondernemingen en handelsondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij dezelfde behandeling als die welke aan haar eigen onderdanen en industriële ondernemingen wordt verleend met betrekking tot het toekennen en het in stand houden van patentrechten, handelsmerken, handelsnamen, handelsetiketten en alle andere vormen van industrieel eigendom.

Er wordt uitdrukkelijk vastgesteld, dat de Republiek Senegal tot de Overeenkomst van Libreville is toegetreden en dientengevolge de administratie van de toekenning en instandhouding van de aan de industriële eigendom verbonden rechten toevertrouwt aan het te Yaoundé gevestigde Afrikaans en Malagasisch Bureau voor de Industriële Eigendom en dat alle door dit bureau uitgevaardigde voorschriften ipso facto van toepassing zijn op het grondgebied van de Republiek Senegal.

Artikel 8

1. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen onthoudt zich van discriminatoire maatregelen die een benadeling zouden kunnen inhouden.

den van de zeevaart van de andere Overeenkomstsluitende Partij en de keus van de vlag nadelig zouden kunnen beïnvloeden, hetgeen in strijd zou zijn met de beginselen van de vrije concurrentie. Een uitzondering op deze regel wordt gemaakt enerzijds voor de visserij en de kustvaart in de buiten Europa gelegen delen van het Koninkrijk der Nederlanden, waar uitsluitend de eigen wetgeving terzake van toepassing is en anderzijds voor de bijzondere gunsten die de Republiek Senegal mocht verlenen aan de visserij, de kustvaart en de sleepvaart in de havens of langs de kust.

2. In haar havens verzekert iedere Overeenkomstsluitende Partij aan de schepen die de vlag van de andere Overeenkomstsluitende Partij voeren, dezelfde behandeling als die welke aan haar eigen schepen wordt verleend. Deze bepaling is van toepassing op de douaneformaliteiten, het innen van rechten en belastingen in de havens, de vrije toegang tot en het gebruik van de havens, alsmede op iedere faciliteit verleend aan de scheepvaart en aan de economische activiteiten voor zover die betrekking hebben op de schepen, de bemanningen en de passagiers daarvan en de goederen die ermede worden vervoerd. Hieronder vallen in het bijzonder het recht te meren langs de kaden en de toegestane faciliteiten voor het laden en lossen.

Artikel 9

Gezien het belang dat de beide landen hechten aan handelsverkeer via de lucht, zijn de beide Regeringen overeengekomen dat zij dit vraagstuk in het kader van een bilateraal akkoord en in een geest van een zo groot mogelijke vrijheid nader zullen bestuderen.

Artikel 10

De onderdanen, industriële ondernemingen en handelsondernemingen van een der Overeenkomstsluitende Partijen zijn op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij niet onderworpen aan andere of hogere heffingen, rechten en belastingen dan die welke gelden voor de onderdanen, industriële ondernemingen en handelsondernemingen van deze laatste Partij.

De onderdanen, industriële ondernemingen en handelsondernemingen van een der Overeenkomstsluitende Partijen die belastbaar zijn op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij genieten onder dezelfde omstandigheden als gelden voor de onderdanen, industriële ondernemingen en handelsondernemingen van deze laatste Partij dezelfde vrijstelling, aftrek of vermindering van heffingen, rechten of belastingen.

Elke Overeenkomstsluitende Partij behoudt zich het recht voor fiscale voordelen toe te kennen op grond van overeenkomsten ter vermindering van dubbele belasting.

Artikel 11

Iedere Overeenkomstsluitende Partij neemt de verplichting op zich op haar grondgebied en voor zover haar wetgeving zulks toestaat, door de andere Overeenkomstsluitende Partij te organiseren exposities en andere manifestaties van economische aard aan te moedigen en te bevorderen.

Artikel 12

Een uit vertegenwoordigers der beide Regeringen bestaande gemengde Commissie komt op verzoek van een der Overeenkomstsluitende Partijen bijeen ter bespreking van de moeilijkheden die de toepassing van deze Overeenkomst met zich zou kunnen brengen en heeft het recht de Overeenkomstsluitende Partijen voorstellen te doen die deze toepassing zouden kunnen bevorderen.

Deze voorstellen zijn niet dan na goedkeuring door de beide Regeringen uitvoerbaar. Deze gemengde Commissie komt afwisselend in Dakar en in 's-Gravenhage bijeen.

Artikel 13

Deze Overeenkomst dient te worden bekrachtigd; de akten van bekrachtiging worden zo spoedig mogelijk te Dakar uitgewisseld.

Artikel 14

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst van toepassing op het Rijk in Europa en, tenzij de akte van bekrachtiging van het Koninkrijk der Nederlanden anders bepaalt, op Suriname en de Nederlandse Antillen.

Artikel 15

Deze Overeenkomst treedt in werking op de dag van uitwisseling van de akten van bekrachtiging.

Zij is geldig voor de duur van een jaar te rekenen van de datum waarop zij in werking is getreden en zal worden beschouwd als stilzwijgend van jaar tot jaar te zijn verlengd, tenzij een der Overeenkomstsluitende Partijen haar uiterlijk drie maanden voor het verstrijken van de geldigheidsperiode schriftelijk opzegt.

De opzegging van deze Overeenkomst laat de geldigheid van reeds eerder aangegane verbintenissen, alsmede de reeds binnen het raam van deze Overeenkomst gestelde zekerheden onverlet.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Dakar, de 12de juni 1965, in twee originele exemplaren in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden:

(w.g.) JEAN VAN CAMPEN

Voor de Regering van de Republiek Senegal:

(w.g.) DOUDOU THIAM

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van de Overeenkomst is voorzien in artikel 13.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 15 in werking treden op de dag van uitwisseling van de akten van bekrachtiging, en wel voor een periode van één jaar, welke periode stilzwijgend kan worden verlengd telkens voor één jaar.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel 14 gelden voor Nederland en, tenzij de akte van bekrachtiging van het Koninkrijk der Nederlanden anders bepaalt, voor Suriname en de Nederlandse Antillen.

J. GEGEVENS

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Hof wordt verwezen in artikel 6 van de onderhavige Overeenkomst, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1959, 38.

De Overeenkomst betreffende de oprichting van een Afrikaans en Malagasisch Bureau voor de Industriële Eigendom, naar welke Overeenkomst wordt verwezen in artikel 7 van de onderhavige Overeenkomst, is op 13 september 1962 te Libreville ondertekend voor Kameroen, de Centraalafrikaanse Republiek, Kongo (Brazzaville), Ivoorkust, Dahomey, Gabon, Opper-Volta, Madagascar, Mauretanië, Niger, Senegal en Tsjaad. De tekst van de Overeenkomst is afgedrukt in de „Recueil de Textes”, uitgegeven door de „Office Africain et Malgache de la Propriété Industrielle”.

Uitgegeven de zevende september 1965.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. LUNS.